



La Macronie aime-t-elle encore les jeunes et les vieux ?

Description

Ou comment accentuer les conditions d'une déroute électorale...

L'analyse du budget Lecornu et des dix années au pouvoir d'Emmanuel Macron pose crûment cette question.

Du côté des jeunes, force est de constater l'engouement des moins de 30 ans en France pour Le Pen et Mélenchon. Il y a à peine dix ans, les jeunes votaient très peu pour l'extrême droite et seule une petite minorité était séduite par les discours d'extrême gauche. Ces proportions semblaient assez constantes depuis un bon siècle. Il y avait bien sûr une certaine attirance pour les « révolutionnaires », pour Castro et Che Guevara, mais cela se traduisait très faiblement par un vote aux élections présidentielles et législatives. Quant à l'extrême droite, là encore, le vote demeurait marginal. A part d'un côté, quelques « crânes rasés » et membres du GUD, et de l'autre côté, quelques hurluberlus trotskystes ou stalinien, les moins de 30 ans rejetaient le fascisme, sous sa forme de droite ou de gauche, comme la haine de l'autre.

Ce n'est plus le cas en 2026. Mélenchon comme Le Pen font d'excellents scores parmi nos jeunes, et ce sont le Centre et la Droite qui peinent à séduire. Comment comprendre ce changement de paradigme ? Comment un Président jeune, des Premiers Ministres et Ministres jeunes, ont-ils réussi à éloigner d'eux notre jeunesse ?

Les blocus lycéens n'ont pas démarré par hasard. Bien sûr l'extrême gauche attise ce conflit et s'en sert comme répétition générale de ce qu'elle aimerait générer si elle perd les élections en mai 2027. Et, quand même ses leaders pensent ne pas gagner par les urnes, elle prépare le chaos dans nos rues.

Mais si les lycéens et les étudiants expriment aussi fortement leur mécontentement, c'est peut-être aussi qu'ils se sentent désemparés devant le monde qu'on leur propose. A quoi bon avoir le Bac s'ils n'arrivent pas à aller à l'université ? A quoi bon aller à l'université s'ils n'ont pas d'emploi ensuite ? A quoi bon faire des efforts ? A quoi bon travailler quand le travail paie aussi mal, et guère plus que l'oisiveté et bien moins que le « deal » ?

Et pour ceux qui veulent néanmoins faire des efforts, comment justifier ce choix quand celui qui ne fait aucun effort aura aussi le Bac ? Comment justifier ce choix devant l'état des salles de cours ? Comment justifier ce choix devant une administration de l'Education Nationale, devenue un mammouth impotent, qui semble se désintéresser de l'instruction ?

Ce questionnement n'est pas réservé aux « Territoires Perdus de la République ». Il suffit de voir les fortes audiences et les bons scores de Le Pen et Mélenchon à Sciences Po bien sûr, mais aussi dans les Grandes Écoles, X et à HEC en tête, pour s'en convaincre. Le fait que les élèves de Mines Paris aient bloqué leur prestigieuse École en solidarité avec les lycéens souligne également cela.

Emmanuel Macron et ses Premiers Ministres successifs ont donc failli. Bien sûr, le ver était dans le fruit depuis les années 80, avec la création d'un « ministère du temps libre » et surtout depuis la doctrine du Bac pour 80% des jeunes. On attendait de Macron qu'il redresse la barre et empêche la chute. Il a accéléré l'allure et nous a entraîné dans le précipice.

Il fallait dire la vérité aux jeunes. On n'a rien sans rien. Il fallait redonner le goût de l'effort et glorifier le travail. Il fallait récompenser de nouveau le mérite. Dire la vérité, cela signifie aussi leur dire que s'ils ne savent qu'à peine lire, écrire et compter, ils ne pourront pas faire des études. Que faire des études dans des filières où il n'y a pas d'emplois leur apportera un papier à mettre dans un cadre mais pas un emploi. Que devenir plombier, peintre, électricien, soudeur ou charpentier leur offrira plus de perspectives que de s'inscrire en sociologie. Que l'émancipation ne vient pas d'un diplôme mais des efforts que l'on fait pour l'avoir puis pour mobiliser son savoir et ses capacités dans un emploi.

Mais pour cela, encore faut-il aimer les jeunes, et répondre aux attentes de la jeunesse par des chèques, c'est répondre à côté de la plaque. L'amour n'est pas lié à la taille du chéquier... et le chèque ne fera pas voter pour son signataire.

Si la Macronie n'a pas montré beaucoup de signes d'amour envers les jeunes, force est de constater qu'il en montre encore moins vis-à-vis des vieux !

Le budget Lecomu tente de reprendre ce que Macron et Bercy essaient depuis 3 ans : faire croire qu'il faut que « les retraités se serrent la ceinture » pour diminuer les déficits !

Sous Barnier et Bayrou, ce sont des ministres jetables, interchangeableables, sans notoriété et sans poids politique réel, qui étaient envoyés au casse-pipe pour verbaliser cela. Aujourd'hui, Lecomu n'a plus le choix, il doit tenter de l'assumer lui-même. Alors il propose de baisser les indexations des retraites et supprimer l'abattement forfaitaire de 10%. Des mesures impopulaires, qui devraient être rejetées par le Parlement, mais des mesures qui éloignent là encore l'électorat des retraités du Centre et de la Droite !

Quitte à voir son budget amendé ou rejeté, Lecomu aurait pu profiter de ce moment pour ouvrir des pistes avant l'élection présidentielle. Il aurait pu proposer de réduire le millefeuille administratif et

territorial, de simplifier l'administration des hôpitaux comme des écoles, de diminuer le personnel administratif de l'Education Nationale au profit de postes d'enseignants, de diminuer le personnel administratif dans la Santé au profit de soignants. Il aurait pu accentuer la lutte contre la fraude sociale, réformer l'AME, l'aide médicale d'État. Nous avons besoin de diminuer notre déficit et notre dette, il aurait donc pu privatiser EDF. Voire privatiser France Travail dont le mauvais bilan parle de lui-même.

Non, rien de tout cela, il propose de diminuer les APL pour les jeunes et de raboter le pouvoir d'achat des retraités. Des mesures très porteuses à quelques semaines d'élections majeures !

Et rien sur les préoccupations principales de nos concitoyens : le pouvoir d'achat, la santé, le logement, le niveau de l'éducation, l'emploi, la souveraineté économique, l'immigration, l'identité nationale...

Lecornu n'est que la continuation des années Macron, avec Edouard Philippe, Gabriel Attal, Elisabeth Borne, Michel Barnier ou François Bayrou Premiers Ministres. Une gestion de comptable quand il nous faut des bâtisseurs aux commandes. Il nous faut mettre en place une politique de reconstruction de l'Etat qui donne envie de vivre les belles valeurs de la République, ensemble.

C'est comme cela que les Radicalement Républicains pourront battre les extrêmes en avril, mai et juin ! pas en laissant végéter nos jeunes ou en « serrant la ceinture aux retraités » !

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

14 octobre 2026